Qu'on ne saurait toutefois sans dépasser l'intention du législateur et sans mettre en péril l'intérêt qu'il a précisément voulu sauvegarder, inculper les personnes pratiquant l'art de guérir à raison de tout agissement ayant occasionné un préjudice au malade, ce qui aurait évidemment pour résultat de détruire toute initiative et toute liberté dans le traitement des maladies et les opérations présentant des risques ;

Qu'il convient donc de reconnaître que pour observer une juste mesure :

1. La simple application de théories ou de méthodes médicales sérieuses appartenant exclusivement au domaine de la science et de l'enseignement ne doit pas entraîner de responsabilité pénale ;

2. L'inobservation des règles générales de prudence et de bon sens auxquelles est soumis l'exercice de toute profession, la négligence accoutumée, l'inattention grave, l'impéritie inconciliable avec l'obtention du diplôme exigé du médecin pour qu'il soit autorisé à pratiquer son art peuvent et doivent au contraire entraîner cette responsabilité.

Ces principes posés, le jugement aborde le cas du docteur Cormon :

Attendu que, dans la cause, les reproches formulés contre le docteur Cormon par le ministère public se résument, d'après le réquisitoire définitif et l'ordonnance de renvoi à la faute d'imprévoyance suffisante aux symptômes bien marqués qui annonçaient la formation d'une escarre, seul point retenu dans les conclusions du rapport présenté par M. le docteur Balthazard, expert commis ;

Attendu qu'à l'audience le reproche plus général de négligence et de défaut de soins appropriés a été formulé à l'appui de la prévention et a été discuté ;

Attendu que, d'après l'ensemble des dépositions sensiblement concordantes, recueillies à la barre, émanant des plus hautes autorités en matière médicale ou chirurgicale, qu'alors même qu'on prétendait alléguer l'influence que l'esprit de corps et de solidarité professionnelle a pu, en quelque mesure, exercer sur les appréciations de tel ou tel des témoins entendus, il convient de considérer comme établis les points suivants concernant le traitement normal de l'appendicite quand il n'y a pas lieu de recourir à l'intervention chirurgicale :

1. L'application de la glace, quand elle est reconnue nécessaire pour combattre l'affection cons-

tatée, doit être indéfiniment prolongée jusqu'à la disparition des symptômes de cette affection, malgré les inconvénients pouvant en résulter ;

20 L'interposition d'une flanelle entre la glace et l'épiderme du malade n'est pas indispensable ;

3. La constatation de la température par l'application du thermomètre n'est pas non plus indispensable quand d'autres moyens d'investigations, comme la palpation, peuvent être et sont effectivement employés, l'élévation de la température ne correspondant pas nécessairement avec la durée de l'affection elle-même ;

4. La formation d'une escarre peut être plus ou moins soudaine et ne peut être prévue avec certitude ;

Attendu que la vérité de ces diverses propositions étant admises, il en résulte une réfutation suffisante des griefs allégués à l'appui de la prévention, même dans la mesure restreinte fixée par les conclusions contenues au rapport de l'expert ;

Et que le point de fait doit se résumer en fin de cause dans les termes suivants :

La demoiselle Peyronnette a été atteinte d'une appendicite grave mettant son existence en danger, et le traitement qui lui a été appliqué par le docteur Cormon l'en a guérie, sauf l'effet des inconvénients impossibles à prévoir avec certitude, survenus à la suite d'un traitement présentant un caractère normal ;

Attendu qu'en ce qui concerne plus spécialement le reproche de négligence, ou impéritie adressé au prévenu pour n'avoir pas su discerner les symptômes annonçant la formation de l'escarre, que, d'après la déposition formelle du docteur Brezard, entendu à l'audience, il est affirmé que le prévenu avait constaté l'existence de ces symptômes dès leur apparition et appliqué un traitement approprié ;

Attendu que, dans ces conditions, les agissements reprochés au prévenu comme délictueux ne doivent pas être considérés comme justifiant une sanction pénale ;

Par ces motifs :

Renvoie le docteur Cormon des fins de la plainte sans dépens ;

Condamne la partie civile aux dépens du procès."

Ce jugement d'acquiescement est accueilli par les applaudissements de l'auditoire.